



ÉCONOMIE de GUERRE, RÉPRESSION Et DÉMOCRATIE

La situation internationale, qui se répercute, en France, dans les discours des responsables politiques ne cesse de nous préoccuper. Les propos et postures bellicistes de chefs d'États « démocratiques », conduisent inexorablement à la mise en place d'une économie de guerre, et toujours à appliquer des mesures austéritaires, qui auront pour conséquences la diminution des budgets des services publics, de l'éducation, de la protection sociale ... et d'étendre la marchandisation du monde pour augmenter encore plus les profits des plus grandes entreprises.

Ainsi, depuis l'arrivée de Macron à la présidence de la République, le budget de la Défense est passé de 32 milliards d'euros pour 2017, à 53,7 milliards d'euros en 2026, avec une prévision de 67,4 milliards en 2030 : soit, en 13 ans, plus du doublement des dépenses militaires. Autant de milliards qui n'iront pas à la santé, à l'éducation, aux services publics en général.

Pour maîtriser les comptes publics, le gouvernement impose ses choix ; hors budget Défense, les budgets devront baisser : 4 milliards d'économie supplémentaires sur les dépenses de l'État, et 2 milliards sur le champ social, notamment la sécurité sociale.

La crise de l'environnement et l'épuisement des ressources de la Terre incitent les plus puissants à accaparer par la force les richesses de leurs voisins et à en contrôler l'utilisation. Nous sommes entouré.e.s de zones de combat : guerres civiles, ou guerres inter-états. Mais surtout, le patronat cherche à profiter du contexte pour imposer son agenda social, et faire avancer ses intérêts immédiats, en exigeant des salarié.e.s comme des retraité.e.s de nouveaux sacrifices.

Cette économie « de guerre » a pour conséquence un resserrement des libertés publiques : manifestations plus encadrées et souvent réprimées, contrôles renforcés, procédures administratives accélérées, criminalisation de formes d'expression pourtant légitimes. Ce glissement n'est pas anecdotique : il réduit l'espace démocratique réel, celui où les citoyens peuvent contester, débattre, proposer.

La guerre doit-elle supplanter la diplomatie ? Doit-on se résigner à ce que les peuples n'aient plus leur mot à dire sur la conduite de leur vie ? La guerre, ce sont toujours les peuples qui la subissent, soldats ou civils - et les patrons, les ultra-riches, qui en profitent : « On croit mourir pour la patrie, mais on meurt pour les industriels », écrivait il y a un siècle Anatole France.

Nous devons plus que jamais nous mobiliser contre les ambitions de ceux et celles qui veulent nous conduire à abandonner nos revendications de paix et de dialogue. La lutte doit se poursuivre, se renforcer même, contre les reculs sociaux, environnementaux et

démocratiques... malgré la répression de plus en plus féroce dont sont victimes ceux et celles qui luttent.

Nous pouvons, par nos luttes, imposer notre propre agenda pour un meilleur avenir des peuples, et repousser les discours belliqueux, qui, ce n'est pas un hasard, accompagnent la montée de l'extrême-droite, partout dans le monde, et de ses discours nationalistes et haineux.

Nous, syndicalistes et militants associatifs retraité.e.s sommes inquiet.e.s des débats qui se diffusent dans la société, et qui conduisent à refuser à une partie des travailleurs et travailleuses des droits garantis normalement à toutes et tous, quel que soit son métier, son statut, sa nationalité.

L'universalité des droits est un des principes fondateurs et permanents de notre modèle social, à travers notamment la Sécurité Sociale, mais aussi par la nécessaire solidarité que la collectivité se doit d'avoir à l'égard des plus démunis.e.s, des oublié.e.s du capitalisme, ceux et celles sur qui aucun « bienfait » ne ruisselle.

D'ores et déjà, dans certaines municipalités, des élus ont déjà mis en place intimidations, sanctions, menaces contre les militant.e.s syndicaux et associatifs, fermetures de locaux, interdictions de manifestations ... C'est une mise au pas qui est exigée à l'encontre des organisations de la société civile et des syndicats. Ce n'est pas admissible.

Nous devons nous opposer à ce climat malsain, aux divisions que des responsables politiques, et administratifs et des « sommités » médiatiques veulent imposer aux citoyen·ne.s et aux travailleurs et travailleuses.

Attachés à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, nous rejetons la normalisation de l'injustice, de la haine de l'autre, l'intolérance, le ressentiment.

C'est dans nos luttes, par notre solidarité, que nous devons réaffirmer que nous défendons et continuerons à défendre l'égalité des droits, de meilleures conditions de vie, de travail, de retraite, une fiscalité juste et le partage des richesses, le développement des services publics, la prise en charge solidaire de la perte d'autonomie, un salaire et une pension au minimum égale au SMIC...

Face à ce tournant, notre responsabilité est claire :

- refuser que l'urgence militaire serve de prétexte à l'abandon du social ;
- défendre la santé, le pouvoir d'achat, les droits sociaux, syndicaux et associatifs ;
- défendre la paix et la démocratie.

Paul Barbier (UCR-FO, 141 avenue du Maine, 75680 Paris cedex 14)

Marie-Laurence Moros (FSU, 22 rue de la Malmaison 93 170 Bagnolet)

Christian Mahieux (UNIRS-Solidaires, 31 rue de la Grange aux Belles, 75010 Paris)

Jacques Brillet (FGR-FP, 20 rue Vignon, 75009 Paris)

Bernard Serra (LSR, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil)